

*Questions orales*

ON DEMANDE L'IMPOSITION DE SANCTIONS DANS LE SECTEUR AGRICOLE

**M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville):** Monsieur le Président, le ministre a déclaré que le Canada allait donner l'exemple. D'autres sanctions ont été appliquées la semaine dernière, mais elles sont sans importance ou inefficaces et dans certains cas, tout à fait risibles aux yeux de ceux qu'elles visent. Étant donné que le gouvernement est censé donner l'exemple, pourquoi n'applique-t-il pas des sanctions dans le secteur de l'agriculture qui, de l'avis général, seraient probablement extrêmement efficaces si elles étaient imposées par le Canada, et représenteraient selon toute probabilité un modèle que d'autres nations pourraient suivre.

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Je suis plutôt surpris que le député exprime cette opinion, alors que les pays noirs qui ont commenté les initiatives prises par le Canada les ont louées. Ils n'en ont dit que du bien. Le groupe de personnalités éminentes a déclaré que l'initiative prise par le Canada donne l'exemple aux autres pays et les exhorte à emboîter le pas.

Je le répète, manifestement, ce ne sont pas nos positions qui diffèrent, mais bien les méthodes choisies. Nous sommes persuadés de suivre la voie la plus prudente et la plus productive possible.

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville):** Monsieur le Président, le ministre prétend que le Canada a reçu des félicitations et s'est gagné le respect des pays noirs. Or, il y a un domaine où le Canada est loin d'être applaudi. On n'apprécie certes pas dans le monde notre complicité en ce qui a trait à l'alliance américaine avec l'Afrique du Sud face à la Namibie, qui fait tout autant partie . . .

**M. le Président:** La question, s'il vous plaît.

**M. McCurdy:** Pourquoi le gouvernement ne s'est-il pas retiré du groupe de pays en contact pour bien montrer que nous ne servirons pas la complicité américaine dans l'oppression en Afrique du Sud?

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Sauf erreur, monsieur le Président, notre gouvernement démontre vigoureusement et clairement que nous suivons une politique étrangère indépendante. Son propre critique en matière d'affaires extérieures approuve notre démarche. Il est donc malavisé de sa part de condamner la position adoptée par le critique de son propre parti.

● (1425)

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE DE L'ALBERTA

**M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Il a sans doute lu la déclaration du premier ministre de l'Alberta, M. Don Getty, qui aurait dit, d'après le *Globe and Mail* d'aujourd'hui, que le Canada devrait songer à suspendre les pourparlers sur le libre-échange jusqu'aux élections au Congrès américain prévues pour l'automne prochain.

Selon lui, M. Getty a-t-il raison de prétendre que le président Reagan ne détient pas la majorité au Congrès et qu'il sera donc sans doute incapable de tenir les promesses qu'il a faites au premier ministre du Canada tant que ces élections ne seront pas terminées?

**L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, le député fait preuve d'une imagination débordante puisqu'il fait dire à M. Getty des choses qui ne se trouvent pas dans sa déclaration.

Il assure que nous devrions poursuivre ces pourparlers pendant plusieurs mois encore quitte à faire le point plus tard compte tenu des élections intermédiaires.

Nous sommes en faveur de la poursuite de ces pourparlers car l'avenir de notre pays en dépend.

L'ACCORD CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES

**M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, le ministre du Commerce extérieur pourrait-il nous dire si cette suspension s'inscrit dans le délai de 90 jours que les provinces ont accordé au gouvernement fédéral pour faire avancer les négociations sur le libre-échange compte tenu du climat politique qui règne aux États-Unis? Les provinces ont-elles accordé au gouvernement fédéral cette période d'essai de 90 jours lors de la dernière réunion fédérale-provinciale?

**L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, l'imagination débordante du député continue de lui jouer des tours. Il n'a jamais été question d'une période de 90 jours. Le premier ministre et ses homologues provinciaux ont simplement convenu de se rencontrer tous les trimestres pour faire le point sur ce dossier.

Le processus de consultation est totalement étranger au député dont le parti ne s'est jamais donné la peine de consulter qui que ce soit lorsqu'il était au pouvoir.

**Des voix:** Bravo!